

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/L/45**

22 novembre 1995

(95-3808)

**CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES**  
**1er décembre 1995**

Original: anglais

## JAMAÏQUE - ETABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE LXVI

### Prorogation de délai

La Mission permanente de la Jamaïque a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 16 novembre 1995.

La Mission permanente de la Jamaïque a l'honneur de rappeler à votre attention le fax du 13 novembre 1995 que vous lui avez adressé au sujet de la communication de renseignements factuels sur la situation de la dérogation de la Jamaïque.

La Mission permanente de la Jamaïque communique ci-après les renseignements factuels demandés:

- Date de la dérogation initiale: 20 août 1993.<sup>1</sup>
- Date de la présentation des documents en rapport avec la mise en application du SH: 29 septembre 1995.
- Nombre de prorogations accordées et dates des décisions correspondantes: trois, le 21 juillet 1994, le 9 décembre 1994 et 31 août 1995.
- Nombre de pays avec lesquels des négociations au titre de l'article XXVIII ont été engagées: néant. Depuis que le Secrétariat a distribué les documents, la Jamaïque n'a reçu aucune demande de consultations.
- Nombre de pays avec lesquels des négociations au titre de l'article XXVIII ont été achevées: sans objet.
- Etat d'avancement des négociations en cours au titre de l'article XXVIII et description générale des éventuels problèmes: sans objet.

./.

---

<sup>1</sup>L/7291.

- Perspectives d'aboutissement de la procédure: le délai de 90 jours ménagé pour les consultations à la suite de la distribution de la documentation (G/SECRET/HS/5 du 6 octobre 1995) arrivera à expiration le 3 janvier 1996. Par conséquent, il est encore possible que la Jamaïque reçoive des demandes de consultations, ce qui fait que la procédure ne pourra pas aboutir avant l'expiration de la dérogation le 31 décembre 1995.

Compte tenu des renseignements ci-dessus, le gouvernement jamaïcain se trouve de nouveau dans la nécessité de demander que la dérogation qui lui a été accordée soit prorogée de six mois, jusqu' au 30 juin 1996, en espérant que la procédure pourra aboutir d'ici-là.